

8 LA QUESTION

Alzheimer

COMMENT affronter la MALADIE ?

2 LE PORTRAIT

Félix Deceuninck
Médiateur
des sommets

18 DÉCRYPTAGE

Cultures en péril
L'agriculture au défi
du climat

26 MIEUX-VIVRE

Rentrée en MFR
À Guilliers,
on cultive la réussite

Portrait

LE PORTRAIT



“ Mon rôle d'écogarde
est d'écouter, de comprendre
et de mettre en lien. ”



Félix Deceuninck

MÉDIATEUR DES SOMMETS

**Félix Deceuninck est écogarde.
Six mois par an, il arpente
les sentiers des Montagnes du Giffre,
pour faire de la prévention
et de la sensibilisation, et rappeler
à tous que la montagne se partage.**

Un feu de camp en pleine canicule, une tente plantée sur un alpage, un chien de protection qui intimide des randonneurs... Quand Félix Deceuninck enfle ses chaussures de randonnée pour sillonner les sentiers des Montagnes du Giffre, sa journée peut se dérouler de mille façons. Écogarde pour la communauté de communes, il passe la majorité de son temps sur les chemins de randonnées à la rencontre de ceux qui les fréquentent.

Randonneurs, éleveurs et bergers, élus, agents de l'Office national des forêts (ONF) ou encore offices de tourisme, Félix est en contact permanent avec tous ceux qui font vivre le territoire. Ici, pastoralisme, tourisme, chasse et forêt coexistent, et la cohabitation devient un enjeu majeur. « L'écogarde est une personne qui fluidifie les échanges et les relations, c'est un facilitateur pour les usagers. Son rôle est d'écouter, de comprendre et de mettre en lien. » Pour y parvenir, il sensibilise, fait de la prévention et remonte ses observations aux personnes concernées. « Toutes les infos transitent par moi. Je suis les yeux et les oreilles des différents services et usagers. » Un vrai chef d'orchestre de l'information.

En 2023, Félix découvre le métier d'écogarde dans le parc régional du Vercors. Après des études d'ingénieur dans l'environnement et la gestion forestière, cette expérience confirme son envie

de ne pas passer sa vie derrière un bureau. « Le poste répondait à plein de choses qui me parlent : le contact et les rapports humains, le terrain, la gestion de la cohabitation sur un territoire, le côté technique et social... » L'année suivante, il renouvelle l'expérience dans le Queyras, dans les Hautes-Alpes, avant de rejoindre les Montagnes du Giffre comme saisonnier à l'été 2025, puis en 2026, cette fois pour six mois.

Partager la montagne

Atteinte à la biodiversité, pratiques illégales, incivilités ou encore cohabitation avec les chiens de troupeau... sont autant de situations que Félix doit gérer. « Depuis le Covid, un nouveau public plus novice fréquente le massif du Haut-Giffre. Cette année, des personnes qui avaient plutôt l'habitude d'aller dans le sud ou à la plage sont venues chercher un peu de fraîcheur ici. » Et face à une affluence croissante, de nouvelles problématiques émergent. Trois mondes très différents – les naturalistes, les touristes et le monde pastoral – se côtoient avec des intérêts parfois divergents.

« Le plus gros sujet qui cristallise les tensions sont bien sûr les interactions avec les chiens de protection. On doit insister sur les règles de base et faire beaucoup de prévention. J'organise par exemple des randonnées pastorales à la rencontre des troupeaux et des chiens de protection afin d'expliquer aux gens les bons comportements à adopter. Et quand un incident survient, comme une morsure, on entame une démarche de dialogue et de médiation avec les éleveurs et les élus. Ce matin par exemple, j'ai participé à une réunion avec un éleveur dont le chien a mordu à plusieurs reprises dans la même zone d'alpage. Ce n'est pas évident non plus pour le monde pastoral qui doit composer avec cette fréquentation importante. »

Dans ces situations, Félix joue son rôle de médiateur et reste neutre. Son but : faire passer un message. « Quand on se retrouve face à des feux de bivouac en pleine canicule avec la France entière qui brûle, je me dis que c'est impensable, et en même temps, je dois comprendre pourquoi ça arrive. » Une sensibilité et une patience qui font de lui un atout précieux pour préserver l'équilibre fragile entre ces mondes.

Coline Lucas

DATES-CLÉS

- 1998** Naissance à Annecy
- Été 2023** Première expérience d'écogarde dans le parc naturel régional du Vercors
- Été 2025** Écogarde pour la communauté de communes des Montagnes du Giffre

En une : à la Marpa

La Maison câline, les personnes atteintes d'Alzheimer combattent la maladie grâce à un accompagnement quotidien bienveillant (lire en page 14).

2 LE PORTRAIT**Félix Deceuninck**

Médiateur des sommets

5 L'ESSENTIEL

L'actu des régions et de l'institution

8 LA QUESTION**Alzheimer**

Comment affronter la maladie ?

18 DÉCRYPTAGE**› Cultures en péril**

L'agriculture au défi du climat

› Élevage et canicule

David Renaudeau :

« Il faut repenser la conception des bâtiments »

› Incendies

Face aux flammes, la solidarité agricole

22 TERRITOIRES**› Vendanges en Champagne**

Les vignes face à l'imprévisible

› Manon Pisani

L'agriculture, tout un engagement

26 MIEUX-VIVRE**Rentrée en MFR**

À Guilliers, on cultive la réussite

28 LA BONNE NOUVELLE**60 parcs naturels régionaux**

Bien plus qu'un espace protégé

ÉDITORIAL

Face aux crises, la force DE NOTRE RÉSEAU

Sécheresse, canicule, incendies : cet été encore, le monde agricole a été durement éprouvé. Ces événements exceptionnels surviennent après plusieurs années déjà marquées par des crises sanitaires, économiques et climatiques. Ils touchent des exploitations parfois fragilisées, des salariés et des agriculteurs confrontés à une accumulation de difficultés.

Toutes les filières sont touchées, dans presque toutes les régions : grandes cultures, maraîchage, arboriculture, viticulture, élevage, entreprises de travaux agricoles... Les conséquences sont immédiates pour certaines, mais elles se feront aussi sentir dans les prochains mois, notamment avec la baisse des rendements, la consommation anticipée des stocks de fourrage ou les difficultés d'approvisionnement.

Face à ces situations, le réseau MSA s'est une nouvelle fois mobilisé rapidement. Échéanciers ou prises en charge de cotisations, accompagnement social, aide au répit, soutien psychologique, prévention des risques professionnels : nos équipes ont activé l'ensemble des leviers disponibles. Mais notre réponse ne se limite pas aux dispositifs. Elle repose aussi sur notre capacité à aller au-devant des personnes : appels, SMS, visites, cellules de crise ou lignes d'urgence ont été déployés dans les territoires.

Cette mobilisation traduit ce qui fait la singularité de la MSA : notre présence au plus près du monde agricole, notre connaissance des territoires et notre capacité à coordonner les réponses sociales, économiques, sanitaires et de prévention. Elle s'appuie également sur nos délégués, nos sentinelles et sur un travail étroit avec les services de l'État, les chambres d'agriculture et l'ensemble de nos partenaires locaux.

Nous devons rester particulièrement vigilants. L'expérience nous montre que les conséquences humaines d'une crise se poursuivent dans la durée. Après la sidération et l'urgence, les demandes d'accompagnement continueront d'affluer plusieurs semaines, ou plusieurs mois après. C'est pourquoi nous engageons dès à présent un plan massif d'actions d'aller vers nos adhérents. Notre responsabilité est double : répondre à l'urgence et rester présents dans la durée. Car ce qui relevait encore hier de crises conjoncturelles prend désormais une dimension plus structurelle. C'est à cette évolution que nous devons nous préparer collectivement. Pour cela, la solidarité et la proximité de notre réseau constituent plus que jamais une force.

Anne-Laure Torrésin,
directrice générale de la CCMSA.



Le Bimsa n°260 | Septembre 2026

Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole – 19, rue de Paris – CS 50070 – 93013 Bobigny Cedex – Tél. : 01 41 63 77 77 – www.msa.fr – **Le Bimsa** : dépôt légal à parution – CPPAP : 1026M 05851 – ISSN : 1298-9401 – **Directrice de la publication** : Anne-Laure Torrésin – **Comité d'orientation** : Jean-François Fruttero ; Sabine Delbos-Naudan ; Hélène Dapvrl ; Jean-Marie Gautier ; Thierry Girard ; Frédéric Lanneau ; Thierry Manten ; Xavier Valette – **Rédacteur en chef** : Alexandre Roger – **Rédactrice en chef adjointe** : Marie Molinaro – **Rédacteurs** : Frédéric Fromentin ; Coline Lucas ; Fatima Souab – **Maquettiste** : Delphine Levasseur – **Conception** : Christine Brianchon – **Administration et abonnements** : tél. : 01 41 63 73 31 – **Abonnement 1 an** : 11,60 € – **Imprimeur** : Riccobono Imprimeurs – Papier issu de forêts gérées durablement. Imprimé en France ■■■, sans sécheur, sans eau et sans chimie sur du papier recyclé et labellisé – www.riccobono-imprimeurs.com – **Éditorial** : © Sylvain Cambon/CCMSA Image – **Couverture** : © Sébastien Tournier/Département de l'Ain



La reproduction d'articles du Bimsa est subordonnée à une autorisation préalable.





VIENNE

Les Fiertés rurales font grandir la visibilité LGBTQIA+



La pride des campagnes a été créée en 2022 pour rendre visibles les personnes LGBTQIA+ vivant en milieu rural.

La cinquième édition des Fiertés rurales a réuni plusieurs milliers de personnes le 25 juillet à Chenevelles. Au programme : conférences, village associatif, marche des fiertés et concerts jusqu'au bout de la nuit.

Présente pour la première fois, la MSA Poitou et ses délégués sont allés à la rencontre du public pour sensibiliser aux questions de santé, de prévention et d'accompagnement social. Le président de la caisse, Jean-Marie Gautier, a notamment échangé avec Aurore Bergé, ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations.

L'occasion pour cette dernière de présenter le nouveau Plan national pour l'égalité, contre la haine et les discriminations anti-LGBTI+ 2026-2029. Parmi les principales mesures annoncées figurent le renforcement de l'accompagnement des victimes, de la prévention en établissement scolaire, de l'accès aux droits pour les personnes trans ainsi que le développement d'un centre LGBT+ dans chaque département d'ici 2029.



SARTHE

Le harcèlement scolaire mis en bulles



La BD *À l'ombre des arbres* suit les aventures de Rose la tortue, Mila la vache ou encore Tao le panda.

Raconter avec ses propres mots le harcèlement scolaire en BD ? C'est ce qu'ont réussi des élèves de CM2 de quatre écoles du Pays fléchois. Accompagnés de leurs enseignants et de l'illustrateur Anthony Cocain, ils ont créé *À l'ombre des arbres*, composée de huit histoires

imaginées à partir de leurs réflexions sur le sujet.

À travers des personnages fictifs et des situations inspirées du quotidien, l'ouvrage aborde les différentes facettes du harcèlement. Le fil conducteur : encourager la parole, apprendre à accepter les différences et montrer qu'il est possible de sortir de l'isolement grâce à l'entraide.

Porté par le réseau parentalité du Pays fléchois, dont la MSA Mayenne Orne Sarthe est partenaire, le projet s'inscrit dans une démarche de prévention engagée depuis 2024. Distribuée à tous des élèves de CM2 du territoire avant leur entrée au collège, la BD sera également disponible dans les établissements, services périscolaires, bibliothèques. Elle servira à sensibiliser les jeunes, les familles et les professionnels.

FRANCE

Retraite : une meilleure prise en compte de la parentalité

Depuis le 1^{er} septembre, de nouvelles règles améliorent le calcul de la retraite des mères et pères concernés. Le salaire annuel moyen est désormais établi sur 24 années (au lieu de 25) pour les personnes ayant bénéficié d'au moins un trimestre de majoration ou bonification pour un enfant, et sur 23 années à partir de deux enfants. Le but est d'écarter une ou deux années de revenus plus faibles liées aux interruptions ou réductions d'activité, et d'augmenter le montant de la pension de base.

Autre avancée : les trimestres accordés au titre de la naissance, de l'adoption, de l'éducation ou des congés parentaux peuvent désormais être comptés, dans la limite de deux trimestres, comme réputés cotisés pour le dispositif carrière longue. Cela ouvre la possibilité d'un départ anticipé à davantage de mères ayant commencé à travailler jeunes. Ces mesures s'appliquent aux pensions prenant effet à partir du 1^{er} septembre, sans rétroactivité pour les retraites déjà liquidées.

Chiffre

250 étudiants en Bachelor agro ont fait leur rentrée, la première promotion de ce nouveau diplôme d'enseignement agricole (lire en page 27).



AISNE

En vendanges avec le président



Le président, entouré de salariées désireuses de vivre l'aventure des vendanges.

À l'occasion des vendanges, Christophe Lemoine, viticulteur et président de la MSA Picardie depuis l'année dernière, a accueilli le 20 août dernier, un groupe

de collaborateurs afin de leur faire découvrir son métier, le temps d'une journée.

Installé à Dompnin, au cœur de la communauté de communes de Charly-sur-Marne, il produit exclusivement du champagne à partir de trois cépages : chardonnay, pinot noir et pinot meunier. Munies de leur sécateur, les apprenties vendangeuses ont récolté dans les rangs de vigne les grappes de raisin et rempli les paniers.

« J'aime partager mon expérience », confie Christophe Lemoine, heureux de présenter son métier qu'il exerce depuis 42 ans. L'immersion s'est déroulée dans le cadre sécurisé d'une convention signée avec chaque participante.

Les invités ont également eu droit à des moments conviviaux autour notamment de repas dégustés dans une ambiance familiale. Un accueil aux petits oignons, que le viticulteur et son épouse se plaisent à réserver à leurs visiteurs, le tout bien sûr autour d'une petite coupe de champagne.



MARNE

Le bien-être s'invite à la Foire de Châlons



Anne-Laure Torrèsin, directrice générale de la CCMSA, Mickaël Jacquemin et Anne Dal Molin, respectivement président et directrice de la MSA Marne Ardennes Meuse, échantent avec Aurore Berger, ministre déléguée chargée de l'Égalité.

Après un été bien rempli, la Foire de Châlons a lancé en fanfare la rentrée des grands rendez-vous agricoles à l'occasion de sa 80^e édition. Du 28 août au 7 septembre, à Châlons-en-Champagne, près de

200 000 visiteurs ont découvert les allées du salon et ses 800 exposants, découvert la ferme pédagogique, savouré les divers produits locaux, participé aux multiples animations et assisté aux concerts du festival Foire en scène.

Pendant trois jours, sur le Village de l'agriculture, les équipes et délégués de la MSA Marne Ardennes Meuse ont accueilli de nombreux curieux sur le stand. Au cœur de leur présence : l'action « Cultiver son bien-être », destinée à sensibiliser à la prévention du mal-être en agriculture. En parallèle, une table ronde s'est tenue le 4 septembre autour de la prévention des risques psychosociaux et du renforcement des compétences des présidents, dirigeants et managers du monde agricole. Organisée dans le cadre de l'action « Parlons santé », elle associait l'Agence régionale de santé, l'Association de développement, d'aménagement et de services en environnement et en agriculture (Adasea) et les services de l'État.

FRANCE

Cancer du poumon : la MSA mobilisée pour le dépistage précoce

La MSA participe au programme national Impulsion, une étude pilotée par l'Institut national du cancer (INCa) visant la mise en place d'un dépistage organisé du cancer du poumon, premier cancer responsable de décès en France. Déployé dans cinq régions, il doit permettre d'identifier les meilleures modalités de repérage et d'accompagnement des personnes à risque afin d'améliorer le diagnostic précoce.

Pour favoriser la participation de ses ressortissants, la MSA s'appuie sur ses dispositifs de prévention comme Instants Santé, Instants Déclic ou encore les entretiens d'accompagnement à l'arrêt du tabac ; 130 infirmiers du réseau sont mobilisés pour informer et orienter les personnes éligibles. Plus de 2 700 entretiens sont programmés afin de garantir une représentation significative des populations agricoles dans cette étude nationale.

Dix caisses participent à l'expérimentation : les MSA Alpes-Vaucluse, Provence Azur, Ain-Rhône, Ardèche Drôme Loire, Auvergne, Nord – Pas-de-Calais, Picardie, Île-de-France, Loire-Atlantique – Vendée et Mayenne-Orne-Sarthe.

Chiffre

+ 3,6 °C

au-dessus des normales saisonnières enregistrés pour l'été 2026 (loin devant les 2,7 de l'été 2003). 101 départements ont été touchés par la sécheresse, dont 62 en situation de crise, avec des conséquences majeures sur l'agriculture (lire en pages 18-20).

Source : ministère de l'Agriculture.



GERS ET LANDES

Un job d'été sous le signe de la solidarité



Les régions d'Occitanie, de Nouvelle-Aquitaine, la MSA, Groupama d'Oc et Action logement ont soutenu la 6^e édition de Made in J.E.R.S.

Lever à 4 h 30, départ à l'aube pour les champs de maïs... 60 jeunes motivés ont répondu présents, du 29 juin au 18 juillet, pour l'opération *Made in J.E.R.S.* (jobs d'été réseaux solidaires) afin de répondre aux besoins de main-d'œuvre de la filière maïs semence dans le Gers et les Landes.

L'initiative est née pendant le Covid pour offrir des jobs d'été à des étudiants, souvent de milieu

urbain, avec le soutien des MSA Midi-Pyrénées Sud et Sud Aquitaine. Elle repose sur une idée simple : mutualiser les ressources du territoire pour améliorer les conditions d'accueil des saisonniers. Hébergés à la Maison familiale rurale (MFR) d'Aire-sur-l'Adour, ils bénéficient du logement, de la restauration et d'un accompagnement quotidien.

« C'est une opération 100 % gagnante, résume Tony Franchetto, référent du dispositif pour le groupement d'employeurs 4 Saisons. Les jeunes ont des conditions favorables, et les agriculteurs disposent des compétences dont ils ont besoin à un moment clé de l'année. »

Les équipes ont réalisé des travaux de castration et d'épuration sur près de 800 hectares au bénéfice de 49 exploitants. Malgré les fortes chaleurs, l'ambiance était au rendez-vous. Théo Oosterlaken, directeur de la MFR, salue « une forte solidarité entre les jeunes ».



ISÈRE

My Colo' : une semaine d'aventure

Le temps d'une semaine, la montagne est devenue leur terrain d'aventures. Du 11 au 18 juillet, sept adolescents ont participé à un séjour My Colo' aux 2 Alpes organisé par la MSA Ain-Rhône, avec l'Association de vacances de la Mutualité agricole (AVMA). Au programme : rafting, hydrospeed, via ferrata, randonnée sur glacier, luge d'été et activités multisports dans un cadre exceptionnel. Au-delà des activités sportives, ce séjour leur a permis de renforcer leur

confiance en eux et de tisser de nouveaux liens. Une parenthèse estivale placée sous le signe du partage et de la vie en collectivité. Porté par la MSA en partenariat avec l'AVMA, le programme My Colo' propose chaque année des séjours de vacances à des tarifs adaptés aux ressortissants du régime agricole. L'objectif : permettre au plus grand nombre de découvrir de nouveaux horizons et de vivre des expériences favorisant l'épanouissement et l'ouverture aux autres.



AGENDA

France

Journées portes ouvertes France services

➔ du 5 au 17 octobre

Le réseau des France services ouvre ses portes pendant deux semaines afin de mieux faire connaître au grand public ces guichets uniques de proximité. Pour cette 6^e édition, les délégués MSA seront notamment mobilisés pour sensibiliser les 18-25 ans sur leur accès aux droits.

➔ france-services.gouv.fr

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

Sommet de l'élevage

➔ du 6 au 9 octobre



Le mondial de l'élevage durable réunira à la grande halle d'Auvergne éleveurs, professionnels agricoles et acteurs des territoires pour sa 35^e édition. Au programme : concours, innovations, nouveau pôle Santé animale, conférences et rencontres autour des grands enjeux de l'élevage français et européen. Le salon mettra en lumière l'année internationale des pâturages et du pastoralisme.

➔ www.sommet-elevage.fr

Auch (Gers)

Congrès des maires ruraux

➔ du 9 au 10 octobre

L'Association des maires ruraux de France réunit ses élus pour deux journées sur le thème « Communes rurales : une force d'avenir ». Objectif : porter la voix des communes rurales, échanger sur les services publics, l'aménagement du territoire et l'avenir de nos villages.

➔ congresmairesruraux.fr

Alzheimer

COMMENT affronter la MALADIE ?

Et si l'on regardait davantage l'individu que la maladie ? Derrière la perte de la mémoire et des fonctions cognitives qu'entraîne cette affection cérébrale se trouve une personne avec son histoire, sa sensibilité. Alors que le nombre de personnes atteintes d'Alzheimer devrait doubler d'ici 2050, chercheurs, acteurs du soin, collectivités et associations s'attèlent à trouver de nouvelles approches pour préserver leur autonomie, maintenir leurs liens sociaux et améliorer la qualité de leur vie. Témoignages, initiatives de terrain, recherches scientifiques, ce dossier propose un tour d'horizon des dispositifs qui facilitent cet accompagnement.



Village landais Alzheimer

Un modèle D'AVENIR ?

Il n'existait aucun dispositif du genre en France. Inspiré du modèle néerlandais d'Hogeweyk, le Village Alzheimer de Dax fait le pari d'accueillir, depuis 2020, dans un environnement adapté les malades d'Alzheimer. Au total, 120 résidents profitent d'un cadre idyllique et démontrent qu'un modèle bien pensé permet de vivre autrement la maladie.

A première vue, rien ne distingue le Village landais Alzheimer Henri-Emmanuelli d'un petit village classique des Landes. Autour de la bastide, architecture typique de la région bordée d'arcades, se trouvent plusieurs commerces. Les habitants se rendent à la médiathèque, chez le coiffeur ou s'installent à la terrasse de la brasserie. Mais derrière l'apparente normalité du lieu se trouvent des résidents bien particuliers : des personnes qui vivent avec Alzheimer ou une maladie neurocognitive apparentée.

Situé à Dax, sur cinq hectares de verdure, c'est le premier du genre à avoir vu le jour en France. Le projet est né en novembre 2013 d'une intuition d'Henri Emmanuelli, alors président du département des Landes. « *Il ouvre le journal Le Monde, comme tous les matins* », raconte la directrice du lieu, Cécile Bertet. Il y découvre une expérience menée aux Pays-Bas : le village d'Hogeweyk, une maison de retraite un peu particulière qui accueille des patients atteints d'Alzheimer dans un environnement ordinaire. « *Il décide qu'il faut la même chose pour les Landais et lance le projet.* » Sept ans plus tard, le pari est réussi : le premier quartier ouvre ses portes en juin 2020, en pleine crise du Covid.

L'idée de ce nouveau type d'établissement ? Favoriser la qualité de vie en se rapprochant le plus possible d'un cadre ordinaire et en encourageant l'autonomie et la participation sociale. Le premier village Alzheimer de France a été rendu possible « *grâce à une culture sociale très forte dans les Landes* », selon la directrice, et ouvre la voie à d'autres structures.

Ici, pas de blouses blanches. Les 145 professionnels accompagnent les 120 pensionnaires dans la vie quotidienne comme dans les soins. Les villa-

geois sont répartis dans seize maisons, accueillant chacune huit habitants maximum, tous logés en chambre individuelle. Ce midi, dans la maisonnée de Jean-Claude, on attend patiemment le repas. Les accompagnants-soignants attirés aux maisons s'en occupent, parfois aidés des résidents. L'ancien professeur de civilisation américaine au lycée vit ici depuis quelques mois. Il cherche parfois ses mots ou passe du coq à l'âne mais parle volontiers de sa nouvelle vie. « *Ici, je deviens agriculteur* », s'amuse-t-il quand il évoque le potager partagé qu'il affectionne. La production du jardin sert aussi de réassort pour l'épicerie. Des animaux de la ferme sont également présents, et même des chats qui tissent un lien particulier avec les personnes âgées.

D'ici quelques jours, Jean-Claude s'absentera pour rendre visite à une amie et son petit-fils « *champion de natation* ». Les résidents peuvent en effet pratiquer des activités extérieures ou rendre visite à leur famille. Mais les sorties restent encadrées. Le site, pensé pour recevoir ce type de pathologies, est entièrement sécurisé. Des barrières sont discrètement aménagées tout autour des grands espaces laissés pour les déambulations, »

Des premiers résultats prometteurs

En plus d'être un lieu de vie, le Village Alzheimer est aussi un lieu de recherche. Une équipe de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) suit à la fois malades, familles et soignants pour évaluer les effets médicaux, psychologiques et économiques de ce modèle, qui détient un statut expérimental jusqu'à fin 2026. L'étude de l'Inserm publiée en 2026 montre des résultats très encourageants. Même si le dispositif ne guérit pas la maladie, ces données montrent en revanche qu'il améliore bien le vécu des patients, mais aussi des familles et des soignants. Parmi les points marquants de l'étude, on note que :

- les résidents sont moins souvent hospitalisés que les personnes vivant en Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) : 6,4 % ont été hospitalisés au cours d'un trimestre, contre 11,1 % en établissement ;
- lorsqu'une hospitalisation survient, elle dure en moyenne 10,5 jours, contre 15,2 jours en Ehpad ;
- 31 % des résidents sont décédés au Village, contre 9 % dans les établissements classiques.

Le Village continue d'expérimenter et de transmettre son savoir-faire. Des pays du monde entier s'intéressent d'ailleurs à ce modèle qui redonne des repères aux malades.



un comportement fréquent dans les maladies neurodégénératives. « Une prise de risque que l'on accepte et qui est gérée », note la directrice.

Une philosophie que l'on retrouve dans les activités proposées : sport adapté, jardinage, spectacles – une salle ouverte au public se trouve dans l'enceinte du village –, carnaval etc. Les résidents peuvent se rendre à des cours sportifs en ville, aller à la mer... La structure cherche à s'ouvrir au reste de la société et y faire entrer la vie ordinaire. La médiathèque, la brasserie et même le cabinet de médecins sont ouverts aux habitants des environs.

Mado, une des 80 bénévoles impliqués dans le projet, tient deux fois par semaine l'épicerie. « À chaque fois que je viens ici, j'ai l'impression d'entrer dans un havre de paix », confie-t-elle. Cette ancienne aide-soignante à la retraite peut enfin prendre le temps avec les résidents. « On essaye de papoter avec les gens qui viennent, on va parfois les chercher dans les maisons pour venir faire les courses. » Un calme et une simplicité du quotidien qui ravit tout le monde. « Certains villageois sont même là avant que les portes n'ouvrent », s'amuse Mado.

Des familles soulagées

Résultat d'un tel modèle ? Des patients moins stressés, une réduction des médicaments, des familles comblées et des soignants motivés. Une étude de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) évalue les effets du dispositif (voir encadré). La vie sur place ralentit la progression des démences et diminue de moitié les hospitalisations.

Et pour les familles, le dispositif représente une certaine sérénité. « Elles sont soulagées de voir comment le village prend soin de leur proche, confie Cécile Bertet. Une fois, une dame qui venait rendre visite à sa mère m'a dit : "Quand je vois comment les patients sont pris en charge ici, je n'ai plus peur de mourir." J'en ai encore la chair de poule... C'est pour ça qu'on est là ! »

Coline Lucas



Marilène, Geneviève, Caroline et Mado tiennent ce matin l'épicerie au village Alzheimer de Dax. Elles ont toutes reçu une formation pour rejoindre l'équipe.



De l'architecture aux habitudes du quotidien, tout a été pensé pour offrir aux résidents une vie la plus proche possible de celle d'un village ordinaire. Soignants et patients évoluent dans un environnement ouvert sur la nature.



Au potager comme dans l'enceinte du village, ânes et chats vivent aux côtés des résidents. Un contact avec l'animal qui fait du bien au corps et à l'esprit.



À l'occasion de Septembre Mauve, dédié à la sensibilisation à la maladie d'Alzheimer, avec en point d'orgue la journée mondiale du 21 septembre, de nombreux événements ont lieu dans toute la France. Rdv sur septembremauve.fr.

© Photo de l'onde/CCMSA Image

Maladies neurodégénératives

UN DÉFI COLLECTIF

Avec 1,4 million de personnes concernées en France, la maladie d'Alzheimer est la principale maladie neurodégénérative. Si les connaissances progressent et que de nouvelles perspectives thérapeutiques émergent, l'enjeu est aussi social : accompagner les malades, soutenir les aidants et adapter la société à une population vieillissante.

D'ici à 2050, la population française âgée de plus de 85 ans pourrait doubler, entraînant une hausse estimée à 40 % des maladies neurodégénératives. Cette réalité constitue l'un des principaux défis des prochaines décennies. Avec le vieillissement de la population, le nombre de personnes concernées continuera de progresser.

Aujourd'hui, plus de 1,6 million de personnes vivent avec une maladie neurodégénérative en France, dont 1,4 million avec la maladie d'Alzheimer ou une pathologie apparentée (démence à corps de Lewy, dégénérescences lobaires frontotemporales et autres troubles neurocognitifs). Perte de mémoire, difficultés à s'orienter, troubles du langage ou du comportement... les affections neurodégénératives, se caractérisent par la destruction progressive des neurones. Et contrairement aux idées reçues, elles ne concernent pas uniquement les personnes très âgées. Si le vieillissement constitue un facteur de risque majeur, ces pathologies peuvent également toucher le plus jeunes.

Les conséquences dépassent largement le cadre médical. Au fil de leur évolution, tout un équilibre de vie se trouve bouleversé : la vie familiale, les relations sociales, l'organisation du quotidien, le maintien à domicile. Les proches sont

Préserver ses capacités, créer du lien

Si aucun traitement ne permet aujourd'hui d'empêcher l'apparition de la maladie, certains facteurs de risque peuvent être limités et les capacités cognitives entretenues le plus longtemps possible. Pour cela, la MSA soutient des actions de prévention, notamment via les ateliers collectifs proposés par les Asept (Associations de santé, d'éducation et de prévention sur les territoires) ou le programme Pep's Eurêka. Ouverts aux personnes de 55 ans et plus, ils allient exercices, échanges et conseils pratiques pour préserver sa santé, sa mémoire, stimuler son attention et maintenir une vie sociale active.

amenés à jouer un rôle central dans l'accompagnement, parfois pendant de nombreuses années.

Face à ces phénomènes, les pouvoirs publics ont fait évoluer leur approche. Après plusieurs plans Alzheimer, le gouvernement a lancé l'an dernier une nouvelle stratégie nationale dédiée aux maladies neurodégénératives pour la période 2025-2030. Son ambition est multiple : favoriser un diagnostic plus précoce, améliorer l'accompagnement des personnes malades et de leurs proches, renforcer les services à domicile, adapter l'offre d'accueil et soutenir la recherche.

Le droit à la dignité

Pour Joël Jaouen, président de France Alzheimer, « reconnaître le caractère prioritaire de ces maladies, c'est donner aux personnes concernées la dignité et le soutien que nous leur devons ».

L'accent est également mis sur la prévention et sur la lutte contre les idées reçues. Car les connaissances progressent, les chercheurs identifient de mieux en mieux les facteurs de risque et les mécanismes impliqués. Dans le même temps, de nombreuses initiatives émergent pour préserver l'autonomie, soutenir les aidants et permettre aux personnes concernées de conserver une place active dans la société.

Si la science progresse, Alzheimer continue de dérouter. Parce qu'elle évolue lentement, différemment d'une personne à l'autre et qu'aucun traitement ne permet encore de l'arrêter, la maladie laisse souvent les familles démunies. Une incertitude qui renforce le besoin d'accompagnement, devenu un enjeu aussi important que la recherche elle-même.

Marie Molinaro



© Magnific.com

La France compte entre 8 et 11 millions de proches aidants, dont 2,5 millions accompagnent une personne atteinte d'une maladie neurodégénérative. Un tiers d'entre eux reconnaît délaissier sa propre santé.

Témoignages d'aidants

UNE VIE EN SUSPENS

Une bulle d'air. C'est ce dont ont besoin les aidants sans toujours s'en rendre compte. Se détacher ne serait-ce quelques instants de la relation parent-aidant pour se retrouver eux. Une tâche d'autant plus difficile quand sa mère est atteinte d'Alzheimer. C'est à cette situation que Sylvie, en région Occitanie, Séverine et Magalie, dans le Grand-Est, ont été confrontées.

Le récit de Séverine et Magalie débute tragiquement, en 2008, par la mort de leur père d'un cancer lié à l'amiante. Leur mère se retrouve veuve à 48 ans. C'est un choc. Progressivement, son comportement change. *« Elle retombe un peu dans l'adolescence, fait des choses qu'elle n'avait jamais faites parce qu'elle s'était mariée très jeune »,* détaillent les deux sœurs, qui sont loin d'imaginer qu'Alzheimer commence à s'installer. Ce n'est qu'à partir de 2017, qu'elles s'interrogent réellement : *« Il y a plein de petites choses qui nous ont titillé à ce moment-là. Elle devenait très auto-centrée, moins intéressée par ce que nous lui racontions. »*

« Je ne suis pas débile » leur répond-elle quand elles lui font part de leur inquiétude. Malgré sa réticence, elles parviennent à lui faire passer un test cognitif. *« Ce rendez-vous a été une catastrophe, se souvient Séverine. Elle a eu 7 sur 30. À tel point que nous nous sommes demandé si elle ne l'avait pas fait exprès. »* Toutefois, aucun suivi ne leur est proposé.

Il faudra attendre une hospitalisation, en mai 2022, pour que l'interne qui la suit soupçonne des troubles cognitifs. Il leur propose un rendez-vous au centre de la mémoire de Nancy. Six mois d'attente, et les symptômes gagnent du terrain. *« Notre mère a toujours été maniaque et, là, nous retrouvions des produits alimentaires périmés, elle ne mangeait plus, son hygiène s'est progressivement dégradée.*

Plus le temps passait et plus nous constations l'avancée de la maladie. »

Le diagnostic tombe en février 2023 : c'est un Alzheimer précoce. *« Nous avons certainement fermé les yeux trop longtemps parce qu'on se disait qu'elle était trop jeune, concède Séverine, qui travaille depuis plus de 14 ans dans l'aide à la personne et gère le réseau Bulle d'air (service de répit à domicile créé par la MSA) sur la région Grand-Est depuis octobre 2025. C'est dur quand c'est un proche. »*

Des instants de présence

Si les deux sœurs font tout pour être présentes, faire venir une auxiliaire de vie n'est plus un choix. À l'été 2023, elles font une demande d'habilitation familiale pour gérer les biens et la personne, accélérée à la suite de l'incendie qui ravage la maison de famille. Leur maman est retrouvée saine et sauve à l'intérieur mais elle ne s'est aperçue de rien. Ses filles espèrent tout de même pouvoir la maintenir à domicile et la reloge.

Quand, un matin, l'auxiliaire de vie la surprend en train d'ouvrir le robinet du lavabo dans lequel repose le sèche-cheveux branché, elles se résignent à devoir la placer. *« Elle est entrée en Ehpad fin août 2024. À partir de là, Séverine*

et moi savions qu'un retour chez elle serait compliqué », se remémore Magalie. Le premier mois est difficile. Magalie est obligée de la doucher lors de ses visites car sa mère est dans le refus des soins et se montre agressive envers les soignants. Quand elle intègre une résidence avec une unité de vie protégée (UVP), les choses se passent mieux.

Mais la maladie ne cesse de progresser. Lorsque le suivi orthophoniste est interrompu, les deux sœurs constatent une dégradation au niveau de la communication. « Elle a fini par ne plus du tout lire. Puis les mots ont eu du mal à venir. Elle était de plus en plus dans ses pensées, absente. En revanche, elle nous reconnaissait, elle était toujours contente de nous voir. » Mais les instants de présence se font rares et les chutes plus nombreuses. Jusqu'à celle qui oblige à la contention en fauteuil, début mai 2026. Un mois plus tard, son état de santé se dégrade. Elle s'éteint en juin 2026 entourée de ses filles.

Le « début de l'enfer »

Les parents de Sylvie, eux, ont 90 ans et vivent ensemble. « Il y a une dizaine d'années, ma mère s'est mise à poser régulièrement les mêmes questions, raconte-t-elle. Les examens ont démontré des troubles cognitifs sévères. Elle était dans le déni, c'est un des symptômes d'Alzheimer. » Et cette femme au fort caractère, dans ses instants de lucidité, refuse toute intrusion extérieure. Elle craint de perdre le contrôle. Les années qui suivent, mari, fille et fils veillent sur elle tant qu'ils peuvent.

Jusqu'à un soir : « Mon père m'appelle en visio et me passe ma mère. Elle m'a demandé qui était ce monsieur en le désignant. J'ai cru qu'elle me faisait une blague. Ce n'était pas le cas et elle avait peur. Petit à petit, en lui parlant, c'est revenu. » Cela marque le « début de l'enfer ». Régulièrement, elle ne reconnaît plus son mari et se montre très violente envers lui. À chaque fois, Sylvie doit venir en urgence pour la calmer et le protéger. « À plusieurs reprises, en plein hiver, il a dû se réfugier la nuit dans sa voiture. »

Ils se refusent à la placer de force en institut. Mais si son mari est dynamique et en pleine forme, il est aussi nonagénaire. « Nous avons essayé de le protéger. Je commençais le travail à 5 h 45, j'en partais vers 16 heures pour prendre le relai jusqu'à 20 heures. » Cela durant deux ans. Heureusement, au cours de cette période Sylvie découvre le centre de ressources territorial pour les personnes âgées, qui propose des solutions d'accompagnement pour le maintien à domicile. « Ils nous ont beaucoup aidés, et orientés vers Bulle d'air. »

Au fil du temps, la mère de Sylvie ne reconnaît plus personne, mais elle sait que ceux qui l'entourent sont bienveillants. Elle n'a plus peur. Ce qui permet à Sylvie de faire entrer des personnes extérieures en lui disant que ce sont des amis. Au début, une auxiliaire de vie de l'association de soins et d'aide à domicile venait trois fois par semaine pendant une heure, puis le mardi et le mercredi de 14 h à 17 h 30. Mais cela ne laisse que peu de répit au père et à ses enfants.

Sylvie prend alors contact avec Jessica, la responsable de Bulle d'air sur son secteur. « Elle s'est déplacée à la maison, nous avons longuement discuté, défini nos besoins. Elle recrute des gens pour nous en fonction du caractère de ma mère. Jessica est d'un soutien extraordinaire. » Le service prend désormais le relai les lundis, jeudis, vendredis et samedis. « Nous avons des auxiliaires de vie exceptionnelles. Elles font leur métier avec une réelle bienveillance, une vraie gentillesse. Elles sont devenues pratiquement des amies. »

Et c'est une vraie bouffée d'air, car la maladie requiert une attention permanente. « C'est un enfant de trois ans qui ne reste pas en place. Le matin, mon père est seul avec elle. Avec mon frère, nous prenons la suite de l'auxiliaire jusqu'à 20 heures. » Aujourd'hui affaiblie, elle n'en continue pas moins à déambuler. Les chutes se multiplient et la question du maintien à domicile est de plus en plus prégnante.

« La priorité, c'est maman. Nous c'est secondaire ». Ces mots, prononcés aussi bien par Magalie et Séverine que par Sylvie, résument parfaitement la position du proche aidant. Il s'oublie, pire il culpabilise. « Le plus dur c'est de convaincre les personnes qu'il n'y a pas de sentiment de culpabilité à avoir quand on laisse quelqu'un s'occuper de son proche, atteste Séverine. Se défaire de sa propre culpabilité prend du temps. Entre le moment où j'ai un premier contact avec un aidant et où il met en place un répit, il s'écoule entre 4 et 8 mois. »

Ce délai se réduit considérablement lorsque l'aidant est accompagné. C'est le message que tient à faire passer Sylvie : « Sans Bulle d'air, nous ne serions pas là. On entre dans cette maladie comme dans un tunnel. Seul le quotidien compte et il paraît impossible de prendre du recul. Pourtant, l'aidant doit aussi se faire aider ! ».

Frédéric Fromentin

Les dispositifs d'accompagnement

Face à la maladie, les proches aidants ne sont pas seuls. Sur chaque territoire, les centres de ressources territoriaux (CRT) pour personnes âgées, les Clic (centres locaux d'information et de coordination gérontologique) et les associations, comme France Alzheimer, proposent un accompagnement, des informations sur les droits, une orientation vers des solutions d'aide à domicile, d'accueil ou d'hébergement temporaire et une mise en lien avec les professionnels du soin et du social. Des groupes de paroles, tels que les Cafés mémoire de France Alzheimer, aident également à sortir de l'isolement.

La MSA quant à elle déploie des accompagnements spécifiques. Le service Bulle d'air permet un répit à domicile grâce à des intervenants formés qui prennent le relais auprès de la personne malade, permettant à l'aidant de souffler en toute confiance. Les Instants aidants proposent, quant à eux, un soutien personnalisé : temps d'écoute, ateliers, groupes de parole et suivi médical pour préserver la santé physique et psychique des aidants.

Parallèlement, via le Service public départemental de l'autonomie (SPDA), les conseils départementaux renforcent l'accès à une offre coordonnée : évaluation des besoins, élaboration d'un plan d'aide, mobilisation de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et du droit au répit pour financer des solutions de relais. Enfin, plateformes de répit et lignes téléphoniques dédiées complètent ce maillage pour que chaque aidant trouve un appui adapté à sa situation.



La Maison câline s'appuie sur la méthode Carpe Diem, de la Québécoise Nicole Poirier, qui a formé le personnel de la Marpa. Elle donnera deux conférences dans l'Ain, le 30 septembre à Péronnas et le 1^{er} octobre à Culoz.

© Sébastien Tournier / Département de l'Ain

Marpa La Maison câline

Rester soi malgré la MALADIE

Et si l'accompagnement de la maladie commençait par les gestes du quotidien ? Inspirée d'une approche québécoise centrée sur les capacités de la personne, la Maison d'accueil et de résidence pour l'autonomie (Marpa) La Maison câline, dans l'Ain, accueille les résidents atteints d'Alzheimer dans un cadre sécurisé où préparer le repas, aller chercher du pain ou participer à une activité deviennent autant de moyens de préserver l'autonomie et le lien social.

Chaque matin, après le petit-déjeuner et la toilette, un petit groupe de volontaires part chercher le pain à la boulangerie d'à côté, tandis que d'autres s'attaquent à l'épluchage des légumes avec la cuisinière. Le lundi, plusieurs partent redécouvrir les environs en minibus ; mardi, c'est musicothérapie ; jeudi après-midi, place à la boxe adaptée.

À la Maison câline de Montréal-la-Cluse, les journées sont très ritualisées, dans le respect du rythme des pensionnaires. Ce programme quotidien fait partie intégrante d'un suivi personnalisé enrichi, grâce à l'implication de nombreux bénévoles, qui favorisent la mobilisation cognitive et physique.

Ouverte en mars 2025, la structure gérée par la commune est entièrement dédiée à l'accompagnement de la maladie d'Alzheimer. Une première dans le réseau de ces maisons pour seniors créé par la MSA. Elle accueille 23 personnes âgées en hébergement permanent, et propose également un accueil temporaire et un accueil de jour.

« Elle répond à un besoin croissant et apporte une réponse concrète et innovante à ceux qui ne peuvent plus rester seuls à domicile sans pour autant nécessiter une prise en charge médicalisée en établissement », assure Jean Deguerry, président du conseil départemental de l'Ain, porteur du projet aux côtés de la commune.

Une relation de confiance

Un concept dont l'essentiel se joue dans le regard porté sur ce public, s'appuyant sur les travaux de la Québécoise Nicole Poirier, fondatrice du centre Carpe Diem. « Il s'agit de voir la personne sous un autre angle que la maladie, explique Laetitia Charvolin, directrice de la Marpa. On la remet au cœur de son accompagnement en fonction de ses besoins. »

Pour cette ancienne infirmière, l'enjeu consiste à préserver le plus longtemps possible les capacités restantes, en évitant de se focaliser sur ce qui a été perdu. Les journées sont ainsi construites

autour de repères stables. Lever, petit-déjeuner, préparation et temps de repas, activités, temps de repos, coucher... chacun avance à son rythme, avec le soutien des professionnelles disponibles 24h/24, 7j/7. Des gestes simples en apparence, mais qui sollicitent la mémoire, la motricité et les automatismes du quotidien. « Le but est de les laisser les plus autonomes possible », résume la responsable.

La philosophie de la Maison Câline repose également sur une connaissance approfondie de l'histoire de chacun et une relation de confiance. Lorsqu'une ancienne secrétaire de direction traverse un moment d'angoisse, l'équipe lui propose par exemple de trier du courrier ou de participer à une tâche administrative. « Ça la remet dans une identité, explique Laetitia Charvolin. Elle retrouve des habitudes de vie qui la rassurent. »

Les familles, étroitement associées au projet, redécouvrent parfois une image différente de leur parent. « Le mari de l'une de nos résidentes n'en revenait pas de voir son évolution. Cette dernière avait retrouvé des capacités et une joie de vivre qu'il ne voyait plus à la maison. » Certains reprennent goût aux activités, d'autres retrouvent de l'assurance ou davantage d'apaisement. Sans faire disparaître la maladie, qui avance souvent inexorablement, cet environnement stimulant aide à réduire l'anxiété et à retarder la perte d'autonomie.

Si la pathologie est bien présente, elle ne définit pas entièrement les personnes, qui ont une histoire, des envies. Et une place à prendre dans la vie collective.

Marie Molinario

Accompagner le vieillissement

Le département de l'Ain s'engage dans l'accompagnement des maladies neurodégénératives à travers son plan senior 01 (2023-2028). « Nous y consacrons plus de 27 millions d'euros par an afin d'améliorer l'adaptation de l'offre d'accueil et d'hébergement, la coordination entre les acteurs, renforcer la sensibilisation et soutenir le bien vieillir à domicile », détaille Jean Deguerry, son président. Le territoire comptabilise 38 résidences autonomie, dont 19 Marpa, ce qui en fait le premier du réseau.

Pour découvrir les coulisses de La Maison câline, rdv début octobre sur youtube.com/@DepartementAIN

ALZHEIMER en chiffres

Alzheimer est la première maladie neurodégénérative (MND), avec 1,4 million de personnes touchées, devant Parkinson (300 000), la Sclérose en plaques (140 000) et les maladies rares comme Charcot ou Huntington (30 000 à 50 000).

LES CHIFFRES-CLÉS

1,4 million
de personnes concernées
par la maladie d'Alzheimer
et apparentées (maladie
à corps de Lewy,
dégénérescences lobaires
fronto-temporales et autres
maladies neurocognitives)



20 %
des plus de **80 ans** sont atteints

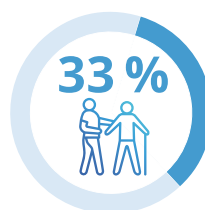
225 000
nouveaux cas par an



LES AIDANTS



2,5 millions
d'aidants de personnes
atteintes de MND



1/3 d'aidants
de personnes atteintes
de MND déclarent délaier
leur propre santé



IMPACT HUMAIN

Perte progressive d'autonomie



Isolement social



Impact psychologique chez les malades comme chez les aidants



IMPACT SOCIÉTAL



Coûts économiques et sociaux : soins, hospitalisations, adaptation du logement, perte de productivité. En 2022, l'Assurance maladie a dépensé plus de 5 milliards d'euros pour prendre en charge les personnes atteintes de MND.



Prise en charge dans les établissements : Ehpad et hôpitaux gèrent des cas de plus en plus complexes et nombreux.



Inégalités territoriales : certains territoires bénéficient d'un parcours de soins complet, d'autres nécessitent d'être renforcés dans leur offre de prise en charge.

Source : Stratégie nationale maladies neurodégénératives 2025-2030, Gouvernement, septembre 2025.

Marion Lévy

Recherche : « ON A FAIT DES PROGRÈS CONSIDÉRABLES EN 15 ANS ! »

Nouveaux traitements, diagnostic, facteurs de risque et leviers de prévention... Marion Lévy, directrice scientifique de la Fondation Vaincre Alzheimer, fait le point sur les dernières découvertes et progrès scientifiques de ces dernières années.

Pouvez-vous vous présenter et expliquer votre fonction ?

Scientifique de formation, je me suis spécialisée en neurosciences et notamment dans la maladie d'Alzheimer. J'ai moi-même fait de la recherche pour mieux comprendre le mécanisme de ces maladies. En tant que directrice scientifique de la Fondation Vaincre Alzheimer. Mon rôle est de développer les stratégies scientifiques pour répondre aux besoins de la recherche. Nous finançons des projets et nous accompagnons les professionnels de santé. On veut parallèlement redonner aux malades une place d'acteurs et pas seulement de sujets d'étude. Pour cela, on coordonne un comité de patients et on a aussi créé un annuaire des essais cliniques auquel ils ont accès. Il y a parallèlement tout un travail de sensibilisation à faire notamment avec les médias et les réseaux sociaux, afin de mieux faire connaître la maladie et informer sur les moyens de prévention.

Où en sont les connaissances actuelles sur la maladie ?

Des résultats considérables ont été obtenus depuis 15 ans, que ce soit au niveau de la compréhension ou du diagnostic de la maladie. Pendant très longtemps, la recherche s'est concentrée sur deux caractéristiques : l'accumulation de la protéine bêta-amyloïde,

qui forme des plaques, et de la protéine tau, qui forme des agrégats à l'intérieur des neurones. Des phénomènes qui participent à la dégénérescence et à la mort neuronale.

Aujourd'hui, on sait que la réalité est bien plus complexe. D'autres mécanismes entrent en jeu, comme le dysfonctionnement des cellules cérébrales, le stress oxydatif, les facteurs génétiques, les perturbations de la communication entre neurones, les troubles de la neuroprotection ou encore une dérégulation de l'inflammation. Alzheimer est donc une maladie multifactorielle et nous ne savons toujours pas précisément ce qui la déclenche, même si les technologies progressent rapidement.

Le diagnostic a-t-il aussi évolué ?

Des avancées majeures ont effectivement été réalisées dans ce domaine. Auparavant, les médecins se fondaient principalement sur les symptômes (troubles de la mémoire, du langage, de l'orientation et des capacités de raisonnement, changements de comportement et perte progressive d'autonomie), ou les tests cognitifs. Le diagnostic définitif reposait sur l'examen du cerveau après le décès. Désormais, nous sommes capables de détecter les plaques amyloïdes grâce à l'imagerie cérébrale. Et les techniques évoluent pour déceler la protéine tau.



Les biomarqueurs des principales anomalies caractéristiques de la maladie sont par ailleurs décelés dans le liquide céphalorachidien. Et depuis peu, des biomarqueurs sanguins sont disponibles pour détecter la présence des plaques amyloïdes. Ils doivent néanmoins être confrontés au contexte clinique du patient. C'est une grande avancée pour le monde médical.

Quels sont les traitements préconisés aujourd'hui et quelles perspectives pour l'avenir ?

Jusqu'à récemment, les traitements disponibles étaient essentiellement symptomatiques. Mais une avancée majeure, sans doute la plus importante de ces dernières années, a vu le jour aux États-Unis avec l'arrivée du lécanemab en 2023, puis du donanemab en 2024, deux anticorps qui ciblent directement les plaques provoquées par la protéine bêta-amyloïde. Ces



© Giuseppe Ricciardo Calderaro

Marion Lévy est directrice scientifique de la Fondation Vaincre Alzheimer.

anti-amyloïdes sont une vraie promesse pour l'avenir et les malades. C'est la première fois qu'un traitement montre un ralentissement de la maladie ! On a à la fois une réduction de la charge amyloïde dans le cerveau et un effet clinique avec un ralentissement du déclin cognitif et fonctionnel.

Mais il s'agit de traitements lourds, administrés par perfusions intraveineuses une ou deux fois par mois selon le médicament, avec des effets secondaires. On voudrait limiter ces derniers, qu'on appelle aussi les « Arias » (amyloid related imaging abnormalities), des anomalies visibles à l'imagerie cérébrale qui peuvent correspondre à des œdèmes ou des saignements dans le cerveau. En France, la Haute autorité de santé a rendu un avis défavorable au remboursement de ces traitements et a refusé leur accès précoce.

La recherche continue sur ces médicaments pour mieux cibler le cerveau et les optimiser. En tout

cas, c'est l'exploration scientifique la plus intéressante du point de vue du malade de ces dernières années.

D'autres pistes sortent-elles du lot ?

Oui, des études sont également faites sur le cerveau et plus particulièrement sur la neuro-inflammation. Celle-ci peut se déclencher dans des conditions saines (lors de maladies ou autres pour aider le corps à se défendre), mais parfois, les cellules sont activées de manière chronique ou excessive, comme dans la maladie d'Alzheimer, et provoquent une dérégulation trop importante. Le but serait de renormaliser cette fonction et en plus de nettoyer le cerveau avant que les lésions ne deviennent trop importantes. Car une fois arrivé à des stades sévères, le cerveau est très altéré et sa capacité à reproduire des neurones n'est plus possible. Est-ce l'inflammation qui entraîne ces lésions ou inversement... ? On ne sait pas le dire.

D'autres pistes sont également à l'étude. Le lien entre le microbiote intestinal et le cerveau, notamment via le nerf vague, constitue une piste de recherche intéressante, comme, on le suppose pour beaucoup de maladies, et pourrait à terme ouvrir de nouvelles voies thérapeutiques dans le traitement d'Alzheimer. Il faudrait comprendre ce lien qui existe et dans quelle mesure on peut agir dessus.

Peut-on réellement agir sur le risque de développer la maladie ?

Nous savons que notre environnement a un impact sur le risque de développer la maladie. Le rapport 2024 de la commission Lancet identifie désormais 14 facteurs de risque potentiellement modifiables dont l'hypertension, le tabagisme, le genre, l'éducation, l'isolement social (voir encadré). Les chercheurs estiment que 45 % des troubles neurocognitifs majeurs pourraient théoriquement être évités ou retardés si ceux-ci étaient modifiés.

Il existe donc des facteurs sur lesquels nous pouvons agir : pratiquer une activité physique régulière, contrôler sa tension et son cholestérol, avoir une alimentation équilibrée,

traiter les problèmes d'audition et de vision et maintenir une vie sociale. On peut aussi privilégier un régime alimentaire méditerranéen par exemple. Le régime Mind⁽¹⁾ fait également l'objet de recherches et pourrait être intéressant pour prévenir le déclin cognitif. Traiter les problèmes d'audition et de vision est aussi important.

Propos recueillis par
Coline Lucas

(1) Le régime alimentaire Mind, pour « Mediterranean-DASH Intervention for Neurodegenerative Delay », combine les aspects du régime méditerranéen et du régime Dash (préconisé pour réduire l'hypertension). Il pourrait être associé à une meilleure santé cardiovasculaire et cognitive. Il favorise la consommation de 10 groupes d'aliments sains (légumes, poissons, volaille, fruits, noix, huile d'olive, fruits rouges...) et de 5 aliments qui doivent être limités (viande rouge, beurre, fast-food, sucreries, fromages gras).

Quatorze facteurs de risque à connaître

La maladie d'Alzheimer est une pathologie neurocognitive complexe, multifactorielle, dont le développement résulte d'interactions entre des facteurs biologiques, environnementaux et comportementaux. Des facteurs de risque non modifiables et modifiables, sur lesquels la prévention peut agir tout au long de la vie, sont à prendre en compte.

Quatorze facteurs modifiables ont été identifiés par le rapport 2024 de la commission Lancet (groupe de travail scientifique international et pluridisciplinaire), représentant jusqu'à 45 % des cas évitables ou retardables de troubles neurocognitifs majeurs :

- > faible niveau d'éducation ;
- > perte auditive ;
- > hypertension ;
- > tabagisme ;
- > obésité ;
- > dépression ;
- > inactivité physique ;
- > diabète ;
- > consommation excessive d'alcool ;
- > traumatisme crânien ;
- > pollution de l'air ;
- > isolement social ;
- > cholestérol LDL élevé ;
- > perte de vision non traitée.

Ces facteurs sont ceux sur lesquels il est théoriquement possible d'intervenir, à travers des politiques publiques, des changements de comportements ou des traitements.



« 80 départements identifient le maïs parmi les productions les plus affectées », selon le bilan provisoire du ministère de l'Agriculture.

Cultures en péril

L'agriculture au défi DU CLIMAT

Après un été marqué par des canicules précoces, répétées et intenses, l'agriculture traverse une crise historique. L'effondrement des récoltes met en lumière celui des systèmes agricoles. Si les agriculteurs ont déjà engagé leur adaptation au changement climatique, l'accélération des événements extrêmes met désormais leurs stratégies à rude épreuve.

« **I**l faut déterminer un plan de sauvegarde en Nouvelle-Aquitaine », répète début août le premier vice-président de la chambre d'agriculture régionale, Denis Mousseau, également président de la chambre interdépartementale Charente-Maritime Deux-Sèvres. Dès le 9 juillet, la chambre d'agriculture de Nouvelle-Aquitaine s'est fendue d'un communiqué de presse réclamant une aide d'urgence de l'État. « Le nord de la région, l'ex-Poitou-Charentes, est en déficit de production depuis 7 ans en raison de l'évolution climatique. Les pluies hivernales sont de plus en plus importantes et les sécheresses printanières ou estivales se répètent. »

Les canicules arrivent après des années difficiles pour les agriculteurs qui ont déjà eu à faire face à une succession d'intempéries. Ces épisodes de chaleur, renforcés par la sécheresse, ont eu raison de nombreux systèmes agricoles, mais aussi de la faune, de la flore et du sol.

Les stratégies d'adaptation, un réflexe dans le métier, n'ont pas permis d'absorber ces nouveaux chocs. « Certains n'ont pas semé de blé en raison des fortes pluviométries hivernales et se sont rabattus sur des cultures d'été en mars et avril. Mais dès la fin avril, ils ont subi de fortes chaleurs, ce qui a engendré des résultats catastrophiques. » Personne ne s'attendait à ce que le mois d'avril soit le plus chaud jamais enregistré dans de nombreuses régions, dont la Nouvelle-Aquitaine, selon les relevés de Météo-France. « On est le 5 août, trois épisodes caniculaires se sont succédé depuis la dernière semaine d'avril, avec des températures montées à plus de 43 degrés. C'est exceptionnel. Tout a brûlé. La chaleur a eu un effet sèche-cheveux, cumulé avec la sécheresse car il n'a pas plu de manière significative depuis le 15 avril dans nos zones. »

Conséquence : non seulement le calendrier des récoltes et des semis est bouleversé, mais l'organisation

même du temps de travail continue de s'improviser au jour le jour selon les conditions. « La moisson des céréales s'est terminée dès le 20 juin par endroits. Du jamais-vu. Des ensilages de maïs ont démarré début juillet dans certaines zones, avec des rendements désastreux. »

L'appel au secours de l'organisme professionnel agricole illustre à lui seul la situation de détresse des agriculteurs et de leurs territoires. Au fil des premières récoltes, l'inquiétude est devenue celle de toute la profession. Le sentiment de « catastrophe » est partagé par tous. Presque toutes les filières sont impactées. « Des mesures à caractère d'urgence doivent être prises pour répondre aux difficultés de trésorerie des exploitants dont la production est en berne. Elles doivent être suivies par d'autres destinées à la pérennité et à la survie des exploitations dans ces zones. Cela passe par une sécurisation des filières ainsi qu'une gestion de l'eau et de son stockage », plaide Denis Mousseau, qui résume toute l'attente de la profession.

Au lendemain de la dernière canicule, le 18 août, la ferme France présente un visage exsangue. Les pertes agricoles, activité par activité, alignent des chiffres négatifs. Les légumes comme l'ail, l'échalote, les choux, les salades sont au plus mal. La production de maïs est à - 35 %, au plus bas depuis 1980. La pousse des prairies, destinée au pâturage ou à la production de fourrage, s'est arrêtée fin mai. Pour nourrir les bêtes, les éleveurs ont puisé dans le foin stocké pour l'hiver. Plus de trois millions de volailles de chair et 700 000 poules pondeuses, soit moins de 2 % du cheptel, sont mortes, selon les interprofessions (lire l'interview sur le sujet, p. 20). Le bilan est loin d'être terminé.

De fortes chaleurs

Pour autant, même si la séquence est exceptionnelle, l'ensemble de ces phénomènes est connu depuis longtemps. « Le changement climatique n'est pas quelque chose qui vient d'arriver. Il est déjà là et va continuer. Depuis au moins 2019, on a compris

En chiffres

20 % des exploitations sont en difficulté dans plus de 50 % des régions.

Plus de **30 000** exploitations ont un besoin urgent « d'une aide forte » après les canicules de cet été.

Source : ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Souveraineté alimentaire.

qu'on devait l'intégrer dans notre quotidien et que cela allait devenir le cadre de travail à prendre en compte pour les prochaines années. Tous les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) nous l'ont prédit », rappelle Iñaki García de Cortázar-Atauri, ingénieur de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), à la tête du réseau agroclimatique, avant d'ajouter : « Mais la réalité, c'est que tant que l'on ne les a pas vécus, on ne prend pas conscience que ce que l'on a annoncé pourrait arriver. »

Sur le terrain, les changements sont déjà mesurables, souligne le chercheur. « Depuis maintenant six à huit ans, des événements extrêmes affectent annuellement les productions. Cette année, on est face à quelque chose d'assez massif en termes d'événements, par leur répétition, leur intensité et leur répartition sur le territoire. »

Des territoires jusque-là relativement épargnés, comme le Sud-Ouest, la Bretagne et le nord de la France, ont découvert qu'ils étaient désormais concernés par les vagues de chaleur. « De plus, celles-ci n'arrivent pas toutes seules. Elles surviennent en combinaison avec un manque d'eau. Ces processus figurent dans nos projections depuis un certain temps. »

Les pertes qui frappent la profession reflètent parfois un manque d'adaptation mais aussi l'accélération des phénomènes. « De nombreux exploitants se sont déjà mis à agir depuis longtemps par rapport à

ces phénomènes, nuance Iñaki García de Cortázar-Atauri. Des filières, comme la vigne, montrent une trajectoire d'adaptation précoce [voir le reportage sur les vendanges, pages 21-22]. Une multitude de changements y ont été observés qui ont amené à s'interroger sur son évolution. Depuis une quinzaine d'années, des tests grandeur nature sont conduits à l'Inrae. Les recherches se coconstruisent avec les instituts techniques et les viticulteurs pour tenter d'adapter leur système. Aujourd'hui, la branche a mis en place un certain nombre de plans (projet Vitilience) qui explorent des solutions, potentiellement déclinables ensuite par territoire. »

Les expérimentations sont aussi développées dans d'autres secteurs. « Des chemins se sont déjà construits, très différents en fonction des filières, des types de production, des stratégies familiales et des exploitants. »

La singularité de la séquence, selon l'agronome-chercheur, c'est la durée de la période pendant laquelle les vagues de chaleur ont été observées (de fin mai à début septembre), leur nombre anormal et la sévérité des températures. « On ne pouvait pas prévoir quelle serait la première année où l'on serait confronté directement à un certain nombre de ces événements. On sait en revanche que c'est la trajectoire sur laquelle on est engagé, au moins jusqu'à 2050, avec une évolution croissante de tout ce que l'on est en train de vivre :

une augmentation des températures, des intempéries extrêmes et leur combinaison, qui rend aujourd'hui complexes la transformation et la viabilité des exploitations lorsqu'elles doivent faire face à plusieurs événements dans la même année. » Même la notion de risque, propre au métier, change de dimension : « Celui-ci s'intensifie et fragilise complètement la perspective d'évolution, voire de maintien d'une activité agricole ».

Tous ceux qui jusque-là étaient épargnés par ces phénomènes météorologiques ont pris conscience des limites de leurs stratégies techniques, de variétés, de production. Ces « systèmes montrent leurs faiblesses, puisqu'un aléa peut entraîner la perte soudaine de la totalité du revenu de la ferme sans qu'il soit possible de mettre en place une alternative à court terme. »

La séquence introduit de nouvelles difficultés dans le quotidien des agriculteurs : « Il leur faut désormais s'adapter tout en faisant face aux épisodes climatiques violents. Tout se fera au fur et à mesure, selon une trajectoire que l'on connaît à minima jusqu'à 2050. » Iñaki García de Cortázar-Atauri insiste sur la locution « à minima », conditionnant les prédictions à « nos émissions de gaz à effet de serre. Si aujourd'hui on continue à en émettre, ça va être extrêmement compliqué. » L'enjeu n'est pas simplement agricole.

Fatima Souab



Fabrique de solutions

« À l'Inrae, nous travaillons à la production de connaissances pour projeter et chercher quelles solutions mettre en place face au changement climatique dans les années à venir », précise Iñaki García de Cortázar-Atauri. Différents leviers sont déjà initiés pour accompagner les agriculteurs. « On a identifié des changements sur le court terme. La stratégie agronomique, que ce soit d'une année à l'autre ou en cours de saison, repose sur la gestion du travail du sol, le choix des variétés dont les degrés de précocité sont en lien avec l'évolution des dernières années. » L'assolement de l'exploitation [organisation et répartition des cultures sur les parcelles, NDLR] et le choix des espèces (et leurs rotations) sont également des pistes de transition. « Est-ce qu'il ne faut pas chercher d'autres espèces ? A-t-on la capacité de les intégrer dans notre plan de plantation et de semis ? », interroge le scientifique. Les recherches s'intéressent aussi aux filières et aux territoires. « Quelles sont les productions viables, et comment construire des chaînes de valeur, d'approvisionnement en amont, de distribution en aval capables de valoriser ce que l'on fera dans les territoires, sans concurrencer ce que l'on faisait déjà, le tout en offrant de nouvelles perspectives aux producteurs ? » Les solutions et les tests proposés varient d'une région à l'autre. « Il n'y a pas de recette magique identique pour tout le monde. Toutes ces approches devront se décliner localement. Ce n'est pas pour donner de l'espoir, mais on l'observe sur le terrain, beaucoup de gens sont mobilisés et réfléchissent à toutes ces alternatives pour essayer de coconstruire une agriculture viable et robuste pour les prochaines années. »

Élevage et canicule

David Renaudeau : « IL FAUT REPENSER LA CONCEPTION DES BÂTIMENTS »

David Renaudeau, directeur de recherche à l'Inrae, spécialisé en nutrition et à l'adaptation à la chaleur, apporte un éclairage sur les outils mis à la disposition des éleveurs pour protéger leurs bêtes. Il revient aussi sur la mortalité des animaux en période de forte chaleur.



© DR

La mortalité des bêtes : est-ce nouveau ?

Ce n'est pas la première fois qu'on voit des animaux mourir à cause de vagues de chaleur. On a eu, malheureusement, des exemples marquants avec celles de 2003 et de 2006.

Quels sont les impacts de la chaleur sur les animaux ?

La première chose, c'est la santé et le bien-être des animaux qui se traduit par une surmortalité. Cette année, entre 2 et 3 millions de volailles sont mortes pendant les vagues de chaleur vécues depuis la fin du mois de mai. Au-delà de la perte économique, c'est un traumatisme pour l'éleveur. Deuxièmement, c'est la perte de production. Pendant une vague de chaleur, on peut perdre environ 5 à 10 % de la production du lait d'une vache. Cela représente pour les entreprises qui collectent le lait entre

6 et 12 % de baisse. Cette diminution est liée à la perte de production par animal cumulée à des effets liés à une surmortalité. Pareil pour la filière porcine : les porcs vont grossir moins vite avec une baisse de croissance immédiate d'environ 5 à 10 %. Les carcasses vont être plus légères à l'abattoir, ce qui signifie une perte de revenu pour les éleveurs. Pour la filière volaille, c'est environ 15 à 30 % de moins en production d'œufs.

Qu'en est-il de la qualité des produits ?

Il y a aussi un impact sur la qualité des produits. Dans la composition du lait, il y a une réduction du taux protéique et dans certain cas une augmentation du taux de cellules, ce qui peut entraîner après des problématiques de déclassification et de transformation. Les œufs, eux, sont plus petits. Les coquilles sont plus fragiles, car le stress thermique chez la volaille induit un changement important dans le métabolisme phosphocalcique. Une fois que la vague de chaleur s'arrête, des effets persistent encore : la vache laitière peut mettre 5 à 10 jours à retrouver une production normale. La poule pondeuse mettra 2 à 3 jours pour revenir à un taux de ponte normal. La qualité du jaune se rétablit 5 à 10 jours après la vague. Cette récupération induit aussi des baisses de production et de revenus.

Quelles stratégies d'adaptation adoptées ?

Un des meilleurs remparts contre les effets de la chaleur, c'est un bâtiment bien conçu, doté de systèmes qui permettent de bien contrôler la température. Quand cette qualité fait défaut, il faut en repenser la conception, revoir la manière dont les animaux y sont élevés. Les locaux doivent être

construits pour mieux maîtriser les températures extrêmes à l'intérieur et offrir plus d'espace aux animaux. Si on arrive à réduire un peu la densité animale, on peut diminuer énormément la mortalité. Ce volet-là implique également des investissements.

Des diagnostics rapides sur les bâtiments existants sont à établir, et des aides doivent être apportées aux éleveurs afin qu'ils puissent les rénover ou les reconstruire à neuf pour mieux se préparer aux évolutions climatiques à venir.

Comment sortir des réactions en urgence ?

On doit pouvoir fournir à l'éleveur des outils qui aident à se projeter et à évaluer la vulnérabilité de sa structure pour raisonner la façon dont il va revoir ou concevoir la structure de son bâtiment et mesurer les coûts-bénéfices des rénovations... À l'Inrae, en collaboration étroite avec l'institut du porc Ifip, on produit des modèles mathématiques qui permettent d'aller chez un éleveur de porc, de prendre les caractéristiques de son élevage, de son bâtiment, de l'aliment qu'il utilise, de prendre en compte aussi ses décisions et d'intégrer ces informations dans un modèle mathématique en projetant cet élevage-là d'ici 2050 et en l'informant : « Si tu ne fais rien, si tu gardes les mêmes structures, les mêmes animaux, la même façon de conduire ton élevage, voilà ce qui va se passer en termes de perte de revenus dans ton activité. » Nous créons des outils de ce type pour un certain nombre d'espèces. D'autres initiatives sont conduites dans d'autres filières par l'Inrae mais aussi par les chambres d'agriculture et les instituts techniques concernés.

Propos recueillis par **Fatima Souab**

À découvrir : la riche somme de connaissances réunies dans l'ouvrage collectif *Agriculture et changement climatique : impact adaptation et atténuation*, publié en mars 2025, qui dresse un état des lieux des savoirs sur le changement climatique et ses impacts. En libre accès sur quae-open.com.



© Magnific.com/Le Bimsa

Les flammes ont tout dévoré sur leur passage laissant derrière elles des arbres sans vie.



Incendies

Face aux flammes, LA SOLIDARITÉ AGRICOLE

Cet été, les incendies ont ravagé près de 100 000 hectares dans toute la France. Sur le front, les agriculteurs, eux-mêmes fragilisés par les canicules, se sont mobilisés aux côtés des sapeurs-pompiers et des bénévoles.

Fin juillet, en Gironde. Des convois de tracteurs venus de Dordogne convergent vers les zones incendiées, transportant plusieurs milliers de litres d'eau. Les agriculteurs roulent parfois toute la nuit pour rejoindre les pompiers. Ce n'est pas la première fois

qu'une telle scène se déroule. Et ce ne sera sûrement pas la dernière. Cette année restera pourtant hors norme : plus de 96 000 hectares brûlés, dont 37 000 rien que pour l'incendie du Porge. Plus de 220 000 personnes évacuées, quatre pompiers décédés et près de 130 intoxiqués.

Sur le terrain, les agriculteurs, habitués à travailler aux côtés des soldats du feu, parfois eux-mêmes pompiers volontaires, et des gardes forestiers toute l'année, apportent une aide précieuse. Cette réquisition d'agriculteurs volontaires et de leurs matériels par les préfets est même prévue dans la loi. Tonnes à eau, tracteurs, déchaumeurs, broyeurs... en plus des outils, ils apportent également leur connaissance des pistes et chemins, parfois difficiles d'accès pour les camions rouges. Objectifs : alimenter les réserves d'eau, approvisionner les véhicules, traiter les lisières ou encore faciliter les opérations. Au total 130 d'entre eux étaient notamment mobilisés pendant une dizaine de jours en Gironde, parmi les 500 volontaires. « Leur concours permet de renforcer les capacités opérationnelles des sapeurs-pompiers et de contribuer à limiter la propagation des incendies », indique le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Cantal, les remerciant leur solidarité.

Aller vers les sinistrés

Une solidarité dont ils auront eux-mêmes besoin, puisque les flammes n'ont pas épargné les champs, les cultures et les bâtiments agricoles. Sur les territoires touchés, les services de la MSA ont d'emblée mis en place des mesures d'accompagnement (voir encadré). Du 24 juillet au 17 août, la MSA Gironde a notamment déployé une campagne exceptionnelle d'appels sortants auprès de 4 000 adhérents des communes sinistrées, avec l'aide de salariés de plusieurs caisses. Une mobilisation réunissant 204 collaborateurs issus de 9 MSA. La MSA Provence Azur a également organisé plusieurs permanences dédiées dans les villages, comme en 2025.

Si les images spectaculaires des incendies resteront dans les mémoires, celles de l'entraide aussi. Désormais, le temps est la reconstruction, des biens mais aussi des esprits.

Marie Molinaro

La MSA mobilisée face aux crises

Incendies, sécheresse, canicules... face à un été 2026 éprouvant, la MSA a renforcé sa mobilisation. Au-delà des mesures d'urgence annoncées dans le cadre du plan d'aide gouvernemental, elle accompagne les exploitants et salariés agricoles confrontés aux conséquences économiques, sociales et humaines de ces événements.

Accompagnement personnalisé via Soutien agri', aides financières d'urgence, échéanciers ou prises en charge de cotisations, aide au répit administratif : de nombreux dispositifs sont mobilisés pour répondre aux situations les plus fragiles.

Une démarche d'aller-vers a également été engagée afin d'identifier les personnes ayant besoin d'un soutien particulier : ligne d'urgence, appels, SMS, e-mail. Des permanences dédiées ont permis d'aller à la rencontre des sinistrés et de faire le point avec eux.

L'objectif : prendre des nouvelles, écouter, identifier les besoins, orienter vers les dispositifs adaptés, détecter les situations nécessitant une intervention rapide ou un accompagnement social spécifique. Un soutien psychologique est proposé à ceux qui en ressentent le besoin. « Notre responsabilité est simple : être aux côtés de tous ceux qui en ont besoin et faire en sorte que personne ne soit laissé au bord de la route », a rappelé Jean-François Fruttero, président de la MSA.

Après les événements, la MSA prolonge ses actions. Les équipes de la prévention des risques professionnels proposent notamment un accompagnement les exploitants dans l'adaptation de leurs bâtiments et de leur cadre de travail face au changement climatique.



1



2



Vendanges en Champagne

LES VIGNES FACE À L'IMPRÉVISIBLE

À Bouzy, en Champagne, les coups de sécateur sont accompagnés d'un immense soulagement après une pluie providentielle et la baisse des températures à partir du 19 août.

Mais partout en France, les mêmes questions se posent pour la filière : comment préserver les récoltes et adapter ses vignes à un dérèglement climatique imprévisible ?

Elle était attendue depuis mai dernier. Elle fait soudain son apparition le mercredi 19 août aux environs de 21 heures. La pluie, drue, s'abat sur le village champenois de Bouzy, au cœur de la Montagne de Reims, au grand soulagement de Jean-Christophe Delavenne, vigneron, récoltant-manipulant qui se prépare à vendanger le lendemain. L'averse battante tombe à point nommé pour réhydrater des vignes éprouvées par quatre mois de vagues de chaleur. Comme l'ensemble du pays, la région n'a pas été épargnée par les canicules à répétition. C'est même la cause de la maturité précoce de ses trois cépages, le chardonnay, le pinot noir et le pinot meunier, qui a précipité le calendrier des vendanges. Le comité interprofessionnel

du vin de Champagne a publié dès le 12 août les dates de début des récoltes. Et le coup d'envoi a été donné dès ce jour-là dans de nombreux villages viticoles tandis que d'autres ont commencé plus tard. Le démarrage de la cueillette bat un record par rapport à l'année dernière.

À la vue des trombes d'eau, le vigneron laisse éclater sa joie. Les planètes sont alignées pour sa récolte. « On a besoin de cette eau. Les vignes sont un peu en souffrance. » Avec, en plus, des températures clémentes par rapport à celles atteignant les 40 degrés affichés quelques jours plus tôt, les vendangeurs vont pouvoir entamer la cueillette dans de bonnes conditions. L'exploitant a songé à la convergence de ces facteurs positifs et à la fabrication délicate de son jus de raisin qui sortira également à une température idéale,

afin d'éviter de tourner au vinaigre tout en conservant ses arômes.

Jean-Christophe Delavenne, formé au métier sur les bancs de l'école et par un père qui lui a transmis la passion des vignes, est heureux d'avoir attendu un peu pour s'attaquer à l'objectif ultime de tout viticulteur : la récolte des fruits d'un travail de 12 mois porté par une trentaine de personnes. Le résultat s'annonce exceptionnel.

Ses saisonniers viennent du Portugal exprès pour vendanger ses 12 hectares de pinot noir et de chardonnay répartis sur les trois villages de Bouzy, Ambonnay et Cramant, tous classés grand cru. L'équipe, qui intervient depuis une douzaine d'années sur son vignoble, le connaît par cœur. Elle sait à l'avance quelle grappe mettre dans le panier et la cadence à tenir.

Du beau raisin

Le jeudi au petit matin, au cœur du vignoble d'Ambonnay, une autre Delavenne, sa sœur Laurence, vigneronne depuis une trentaine d'années, enchaîne sa troisième journée de vendange. Sur sa parcelle de pinot noir, son équipe, constituée entre autres par une famille de saisonniers, épluche dès 7 heures les lignes de vignes à toute allure. Les cueilleurs, bien calés sur leur chariot, collectent soigneusement les grappes noires à l'aide de leurs sécateurs, épaulés par les porteurs qui vident les paniers dans les cagettes. Une fois pleines, celles-ci sont transportées à la coopérative pour être ensuite pesées et passées au pressoir. Laurence, à la tête de 2,5 hectares



Photos : Fatima Souab / Le Bimsa

1 À Ambonnay, le travail de cueillette des grains de pinot noir se fait par deux et par rang de vigne. Le chariot permet de reposer le dos très sollicité pendant la tâche.

2 Le porteur collecte les seaux des grappes de raisin coupées par les cueilleurs et le transporte hors des rangs de vignes vers les caisses jusqu'au tracteur.

3 Dans le pressoir de la coopérative familiale de Fynlieu, à Bouzy, Laurence Delavenne presse son raisin. Elle s'est installée à son compte au sein de cette structure pour créer son champagne.

répartis entre Bouzy et Ambonnay, vient de créer son champagne, un vin fruité à base de 80 % de pinot noir et de 20 % de chardonnay. « *Le raisin est beau, l'ambiance est sympathique et j'ai une belle équipe* », se réjouit-elle, fière du parcours accompli trois ans après s'être installée à son compte.

Dans le bourg, les rues sont assaillies par le ballet des tracteurs transportant des palettes de cagettes remplies de raisins noirs ou blancs. Les engins font d'incessantes navettes entre les vignes et les gigantesques maisons de champagne ou coopératives, accolées les unes aux autres. Toute l'économie locale tourne au champagne.

Plus tard, dans l'après-midi, Jean-Christophe Delavenne accueille ses premières cagettes de raisins. Ses vendangeurs sont des bulldozers sitôt placés devant un rang de vigne. « *C'est grandiose ce qu'on ramène : c'est pour ça que j'ai attendu de vendanger aujourd'hui.* »

Des aléas très nombreux

Mais l'effervescence ne masque pas l'inquiétude perceptible dans la profession, même si elle reste relativement épargnée par rapport à ce que vivent les confrères ailleurs dans les autres régions. Grâce à son sol de craie, une vraie éponge à humidité, les vignes ont mieux supporté la sécheresse et l'intensité de la chaleur. Reste que le besoin d'eau se fait sentir en fin de cycle. « *C'est un enjeu important pour la filière* », souligne Jean-Christophe Delavenne.

Quelques kilomètres plus loin, à Domptin, dans l'Aisne, l'expérience

est tout autre pour le vigneron Christophe Lemoine, également président de la MSA Picardie, installé depuis 42 ans sur 4 hectares. « *Cette année, le débourrement de la vigne, c'est-à-dire l'éclosion des bourgeons, s'est produit entre le 15 et 20 mars. La période de gel intervenue fin mars a détruit 60 à 70 % de la récolte. On risque de faire une toute petite appellation.* » Heureusement, le Dompinois peut compter sur « *sa réserve individuelle* », un système mis en place depuis une quarantaine d'années par le comité Champagne, pour pallier les aléas. « *Chaque vigneron peut mettre en stock quasiment une année de récolte d'avance. Il s'agit d'un vin clair en cuve qui peut-être entreposé soit dans sa cave soit chez son négociant.* »

L'adaptation et l'innovation, comme la création de cet amortisseur économique, c'est la vocation du Comité, rappelle son directeur qualité et développement durable, Sébastien Debuisson, également ingénieur agronome : « *Le changement climatique intervient toute l'année. Il guide nos actions de recherche, avec un objectif : s'adapter. L'idée est d'innover pour que rien ne change, c'est-à-dire pour toujours produire du champagne avec les caractéristiques que l'on aime lui voir.* » Mais, concède-t-il : « *Le dérèglement va plus vite que notre capacité d'adaptation. Les prévisions sont plus erratiques.* » Or les impacts sur le rendement, l'organisation et l'ensemble du processus sont là. « *En fait, 2026 est pour nous l'année moyenne des années 2050.*

C'est une expérimentation à ciel ouvert. Très différente des autres, elle sera peut-être la norme demain. »

À l'autre bout de la France, en Gironde, le chef de culture Jonathan Fléchar, qui s'occupe d'organiser les travaux de la vigne, de la taille aux vendanges, sur le Domaine Le Chevalier à Léognan, ne dit pas le contraire. Les dates de récoltes ont été fixées à septembre, contre toute attente. « *L'état de changement de couleur qui amorce le début de la maturité des grappes de raisins n'était pas terminé au 13 août. On avait pris un mois d'avance à la pousse et on a perdu cette avance : il fait si chaud que la vigne, en stress hydrique, se bloque. On a attaqué la cueillette début septembre.* »

Le salarié de 35 ans a été recruté après son BTS viticole en 2011. Au sein du domaine de 200 hectares, le jeune homme a exercé tous les métiers avant d'occuper son poste actuel. À ses yeux, les événements météorologiques interrogent sur l'avenir. « *Il y a encore de la marge d'adaptation, mais jusqu'à quand ?* »

Fatima Souab

Des leviers d'adaptation

La filière viticole développe des techniques permettant d'accompagner la vigne face aux maladies, aux agressions de parasites et aux variations climatiques comme le gel, la pluie, la grêle et la chaleur. S'agissant des hautes températures, « *des outils sur la gestion de l'herbe sont par exemple mis en place. Ils visent à éliminer l'herbage avant qu'il ne concurrence la vigne, et à travailler sur la canopée, c'est-à-dire sur la quantité de feuilles à laisser* », explique Sébastien Debuisson, le directeur qualité et développement du Comité de Champagne. C'est aussi l'objectif recherché avec la réduction de la densité des plantations, ce qui affecte forcément les rendements. « *Dans les dernières parcelles plantées sur le vignoble de Pessac-Léognan, on est descendu à 8 000 pieds à l'hectare, contre 10 000 auparavant. L'idée est de baisser la concurrence hydrique* », témoigne le chef de culture Jonathan Fléchar. L'autre stratégie mobilisée, c'est la replantation du vignoble avec des variétés de cépages et de porte-greffes (partie racinaire) plus adaptés au changement climatique et moins sensibles aux maladies. Problème : leur durée de vie varie entre 20 et 50 ans, et entre temps, les conditions changent.



© Franck Belonde/CCMSA Image

Manon Pisani

L'agriculture, tout UN ENGAGEMENT

Engagée ? Manon Pisani, éleveuse de porcs de 32 ans dans les Pyrénées-Atlantiques, administratrice à la MSA d'Aquitaine, élue au conseil central de la MSA en 2025, l'est tout autant dans sa vie professionnelle qu'humaine. Persévérante, conquérante et convaincue, elle défend son métier et sa transmission sur tous les fronts.

Manon Pisani définit son parcours en agriculture comme classique : bac L linguistique, Licence de droit fiscal, préparation du concours d'inspecteur des finances publiques puis BTS analyse, conduite et stratégie de l'entreprise agricole (ACSE) au lycée d'Albi. Le plus classique, en fait, est que sa mère, qui vient de prendre sa retraite, était productrice de fruits dans le Tarn-et-Garonne, aux portes de Montauban.

« J'ai eu la chance de grandir sur l'exploitation familiale. » Son amour pour l'agriculture, Manon le tire de là. « Rapidement, je me suis rendu compte que travailler avec du vivant, ce n'était pas simple tous les jours, mais que c'était agréable. Et puis aucune journée ne se ressemble. »

Voilà pour le premier pilier, agricole. Son père n'est pas agriculteur mais son engagement en politique, et celui de sa mère dans le syndicalisme agricole, à la MSA ainsi que dans le réseau de l'Adasea, (associations œuvrant dans le champ des services à l'agriculture, l'environnement et le territoire rural) forge le deuxième : « J'ai eu comme modèle familial des parents très engagés dans la vie professionnelle et publique. »

Seulement, « mes parents n'ont jamais souhaité que je fasse des études agricoles. Ils ont tout fait pour m'en dissuader ». Ce qui explique son parcours scolaire atypique et qu'elle s'apprêtait à endosser le costume d'inspecteur des finances publiques.

« J'ai réalisé que ce métier n'allait jamais me plaire. » Ce sera l'agriculture ou rien. Elle fait l'un de ses stages de BTS avec le conseiller en production animale de la chambre d'agriculture du Tarn-et-Garonne, qui gère la filière porcine. Un éleveur de porcs la remarque. Il lui propose de la former et de l'embaucher. « C'est grâce à lui que j'ai embrassé la filière porcine. »

Elle passe sa licence en zootechnie spécialisation élevage de porcs et fait son apprentissage de cheffe d'élevage chez lui. Lorsqu'elle rencontre son mari et qu'elle déménage, elle s'associe avec lui. Il est producteur de maïs. Fini les porcs ? Non, Manon a la ferme intention de s'installer toute seule dès que l'occasion se présente. Ce qu'elle fait hors cadre familial en 2024.

« Nous voulions avoir des choses à nous raconter le soir », lâche-t-elle, avant d'expliquer qu'ils ne voulaient pas tout mélanger afin que la contrainte ne repose jamais sur les deux au même moment. « En étant séparés dans le travail, il y en a un qui peut avoir la tête hors de l'eau et les idées claires pour l'autre. » Le fait que les choses soient fragmentées est plus facile à gérer psychologiquement.

Car elle ne le cache pas, « dans ce métier il faut être passionné mais cela ne suffit pas. Il faut en avoir une vision très économique. D'autant plus avec les crises qui nous touchent ». Mais c'est celui qu'elle a choisi, qui la fait se lever tous les matins à 5 h 15 et pour lequel elle s'investit autant professionnellement qu'humainement. « Être agriculteur, c'est avoir la possibilité de s'engager et d'avoir une ouverture d'esprit sur plein d'autres sujets. Ce métier m'offre l'opportunité de rencontrer du monde via le syndicalisme, la MSA, mon réseau de voisins, mes collègues éleveurs de porcs. »

La MSA ? « C'est un travail collectif pour le collectif. Elle est importante dans l'accompagnement des agriculteurs. Notre rôle d' élu est d'apporter notre connaissance du terrain et de ses problématiques. Cette année, personne ne sera épargné. C'est dans ces moments difficiles que peuvent émerger des solutions qui conviennent à tout le monde. Et qui de mieux que les agriculteurs pour trouver celles les concernant ? »

Frédéric Fromentin

On se dit presque tout...

➤ Une personnalité que vous admirez ?

Mon arrière-grand mère. Fille de résistants, elle s'est retrouvée veuve très jeune et nous a appris que la résilience des femmes se trouvait dans leur capacité à surmonter les épreuves, non pour faire plaisir aux autres.

➤ Que sont devenus vos rêves d'enfant ?

J'y suis. J'ai un métier qui me passionne. Même s'il est parfois dur et prenant. J'ai la vie que j'aurais aimé avoir petite. Je me sens libre dans mon quotidien et dans quelques semaines, avec mon mari, nous aurons une famille. Cela nous était cher et nous y sommes arrivés.

Je dois passer
à la pharmacie
pour papa.

J'ai oublié
mon rendez-vous.

Ça va...

À force de prendre soin d'un proche,
certaines personnes oublient
leur propre santé. **Instants Santé Aidants**
vous accompagne gratuitement.

Pour en savoir plus

☎ 0 805 690 630 (Appel gratuit)



À Guiliers, on cultive LA RÉUSSITE

Située dans le Morbihan, en Bretagne, la Maison familiale rurale (MFR) de Guiliers bénéficie d'un paysage enchanteur mais aussi d'une atmosphère sereine. Son secret ? Rapprocher les élèves et les animaux. Retour sur une rentrée 2026 unique dans le Grand Ouest.

Que manque-t-il à la MFR de Guiliers ? Rien. La réputation, les résultats, l'attractivité, une directrice dynamique et enjouée, des élèves apparemment heureux et sereins, elle semble tout avoir. C'est même mieux que ce que l'on imagine : les pensionnaires peuvent venir avec leur animal de compagnie. Pas une journée, non, pendant toute l'année d'internat. Comme dans Harry Potter.

La MFR propose de nombreuses formations en lien avec les animaux de compagnie :

- › CAPa SAPVER (services aux personnes et vente en espace rural) ;
- › Bac pro canin et félin ;
- › Bac pro vente en animalerie ;
- › BTS technico-commercial Univers jardins et animaux de compagnie ;
- › CTM (certificat technique des métiers) toiletteur ;
- › Brevet professionnel éducateur canin ;
- › PSCF (premier secours canin et félin) ;
- › Atelier apiculture.



Et cela fait maintenant vingt ans, dont six passés en tant que directrice, que Madame Kaczmarek regarde avec bienveillance ce cortège franchir l'enceinte les jours de rentrée. Celle-ci se fait en deux fois parce qu'ici règne l'alternance. Une rareté dans le Grand Ouest pour les jeunes qui souhaitent s'orienter vers les métiers du secteur du chien, du chat et des petits animaux de compagnie. La moitié des 340 élèves que compte l'établissement sont donc en entreprises. Pour eux, la rentrée scolaire se fera la semaine suivante, le lundi 31 août.

Chien, lapin, gerbille, cochon d'inde, gecko, furet, lézard, oiseau, serpent... c'est le carnaval des animaux, sans compter ceux à demeure qui composent la ménagerie pédagogique. Il revient à chacun de s'occuper de son petit compagnon comme l'explique Nathan, en terminale bac pro élevage canin et félin : « Je me lève vers 6 h 30 et je sors mon chien vers 7 heures. La journée, je le vois pendant les pauses de 30 minutes et je le retrouve le soir jusqu'à 21 h 30 ». Heure à laquelle il doit retourner à l'internat et son berger australien au chenil.

« Quand on passe des examens, que l'on est stressé, le fait d'avoir son chien réconforte, rapporte Romane, en CAP services aux personnes et vente en espace rural. Et puis ça nous responsabilise aussi. » L'animal de compagnie comme support à la responsabilisa-

tion et pour entretenir le lien avec la maison est l'ingrédient principal de cette potion magique morbihannaise. « Quand on aime les animaux, on aime les gens, en fait. Et nous avons vraiment des jeunes respectueux et empathiques, ne manque pas de rappeler Marianne Kaczmarek. L'idée est vraiment de former les citoyens de demain et les professionnels d'aujourd'hui. On développe un savoir-faire et surtout un savoir être ».

Et tout le monde semble se satisfaire du cercle vertueux qui s'est installé. Comme dans toutes les MFR, les élèves mettent la main à la pâte, explique la





© DR

Comme Romane, cette année, près de 220 000 élèves ont fait leur rentrée dans un établissement d'enseignement agricole, formant à plus de 200 métiers.

directrice : « C'est une famille, nous partageons les "services". À tour de rôle, ils restent faire la vaisselle, aident à nettoyer les chambres, faire le ménage dans les parties communes. » La notion de vivre ensemble est fondamentale. Elle est notamment renforcée par les veillées qui sont l'occasion d'assister à une conférence d'un intervenant extérieur, de faire des sorties à la patinoire, de participer à des kermesses ou de visionner le film du soir dans l'amphithéâtre prévu à cet effet.

« Nous avons de beaux équipements, poursuit la directrice. Nos jeunes sont respectueux, ils en prennent

soin. Du coup, quand on construit quelque chose, ça dure longtemps. Ils nous donnent envie de leur faire plaisir et nous avons le soutien financier pour le faire. » Des infrastructures modernes, un niveau scolaire reconnu et recherché, des bêtes à demeure, la MFR de Guilliers bénéficie d'un sérieux pouvoir attractif. « Ils savent qu'ils ont de la chance d'être chez nous, du coup, ils montrent le meilleur d'eux-mêmes pour que tout se passe bien. »

Une chance que Nathan, originaire de Loire-Atlantique, n'a pas laissé passer. Sa passion pour les chiens et les chats est née devant des reportages télé quand il était petit et ne l'a pas quitté. Mais peu d'écoles proposent ce bac pro. Après la visite de plusieurs établissements, le coup de cœur était sans appel : « Ce qui m'a donné envie de venir ici, c'est la réputation de la MFR. Je savais que j'allais dans un bon établissement, que ça serait plus simple pour trouver des stages. »

L'animal, un support à la communication

Pour Romane, qui vient d'Ille-et-Vilaine, l'évidence est née du doute. Suivre l'exemple de ses parents qui travaillent dans l'aide à la personne ou son amour pour les animaux ? « Quand j'étais en 4^e, le CAP services aux personnes et vente en espace rural a été créé. J'ai décidé de faire une 3^e prépa pro ici pour commencer et j'ai poursuivi sur le CAP. » L'occasion de concilier les deux. D'autant plus que pour donner sens à cet intitulé imposé par le référentiel de ce diplôme du ministère de l'Agriculture, la directrice y a adjoint une dominante Animaux de compagnie.

Avec le module « animaux visiteurs », les étudiants apprennent à aller au contact des personnes âgées, des enfants et des personnes en situation de handicap par le biais de petits animaux. « L'animal est un support pour communiquer avec ces publics. Nous travaillons assez facilement avec l'Ehpad situé à côté, ainsi qu'avec d'autres structures : résidences seniors, résidences Alzheimer et des écoles », détaille Marianne Kaczmarek.

« Nous avons fait le choix de l'écopâturage avec des chèvres et des moutons, ça été l'occasion de créer une autre option. » La MFR dispose également d'un salon de toilettage pédagogique, ouvert au public tous les jeudis. De la 4^e au bac pro, tous les jeunes de cette option participent, encadrés par deux toiletteurs professionnels. Oui, nos amis les bêtes sont aussi chez eux ici : « Des salariés viennent parfois avec leur chien au travail. Ils peuvent circuler dans les couloirs », s'amuse la directrice qui fait vraiment tout(ou) pour ses élèves et les animaux.

Frédéric Fromentin

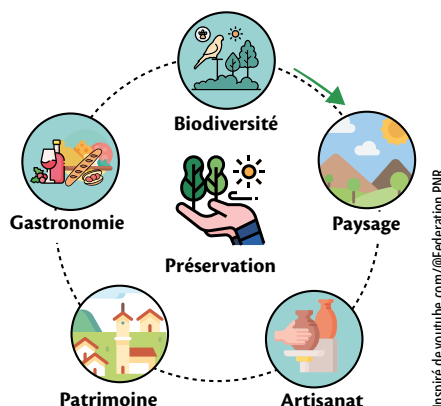
Le Bachelor agro : un nouveau diplôme pour l'agriculture

Créé dans le cadre de la loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture, le Bachelor agro est un nouveau diplôme national de premier cycle en sciences et techniques de l'agronomie. Sanctionné par un diplôme de niveau bac +3 conférant un grade de licence, il vise à renforcer les parcours de formation vers l'installation et le conseil dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

25 classes ont ouvert à la rentrée 2026 pour environ 250 étudiants. Au total, 39 établissements d'enseignement technique agricole et 10 établissements d'enseignement supérieur ont déjà été accrédités à travers la France. Six mentions diplômantes, pensées avec les professionnels du secteur, ont été créées : alimentation et agroalimentaire durables ; élevage et transitions ; génie agronomique et transitions ; entreprendre, accompagner et manager en agriculture ; sciences et techniques de l'agronomie pour la formation ; systèmes robotiques et numériques pour l'agriculture. Trois nouvelles mentions sont prévues à la rentrée 2027 (énergétique agricole ; forêts, valorisations et transitions ; génie de l'eau en agriculture) puis une dernière (bioressources) pour 2028.

BIEN PLUS QU'UN ESPACE PROTÉGÉ

Un nouveau parc naturel régional a été créé le 10 juillet dernier en Occitanie. Il s'ajoute aux 59 autres existant en France. Ce label, institué en 1967, permet de reconnaître la qualité des paysages et des patrimoines des territoires concernés tout en contribuant à leur développement.



Le PNR Comminges Barousse Pyrénées est le 60^e du pays depuis le 10 juillet. Sa superficie de 170 000 hectares va de la vallée de la Barousse aux coteaux du Comminges jusqu'aux sommets pyrénéens. Au total, 185 communes de Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées, soit près de 50 000 habitants, le composent. Pour le représenter, le Parc a choisi pour logo le brandon, en référence à une tradition pyrénéenne vivace qui consiste à brûler un immense tronc de bois, paré de paille et de verdure. « Forêts, montagnes, rivières, vallées, villages, espaces agricoles et naturels, ce territoire raconte une histoire façonnée par les femmes et les hommes

qui l'habite », explique le PNR dans son dossier de presse.

En véritable projet de territoire, il fédère les acteurs « autour d'une vision commune pour les quinze prochaines années », formalisée par une charte qui fixe les objectifs à atteindre. « Protéger les ressources naturelles, accompagner les transitions agricoles, développer une économie locale durable, soutenir les filières forestières, favoriser un tourisme responsable, renforcer les mobilités, accompagner les communes, sensibiliser les jeunes générations », telles sont les ambitions du PNR pyrénéen pour ce quinzennat.

Démarche collective

Il aura fallu près de trente ans pour décrocher la certification. L'initiative remonte à 1997, année où la population, les entreprises, les associations et les collectivités territoriales se sont accordés pour la lancer. Son obtention est le fruit d'une démarche collective associant les habitants, les communes, les communautés de communes, les départements et la région.

Avec ce nouveau membre, l'Occitanie compte désormais neuf PNR. Et la collectivité est loin d'en rester là puisqu'un autre projet a été lancé depuis 2017, celui du PNR Astarac, situé au sud du Gers.

Toute candidature à l'appellation doit être assortie d'une feuille de route. La région engage la procédure de demande de classement ou de

renouvellement et organise les consultations. Le classement est ensuite prononcé par décret par le premier Ministre et le ministre de l'Environnement. Sa gestion est confiée après à un syndicat mixte composé d'élus locaux.

Quel est l'intérêt de ce statut ? Cet outil de développement local permet de valoriser la biodiversité, le circuit court, les agriculteurs, les artisans... Il apporte des financements, notamment en termes d'ingénierie et assure une fonction de marque pour l'économie. Il participe à l'évolution du milieu rural. « Un PNR n'est pas une mise sous cloche, c'est un territoire rural habité, où les femmes et les hommes vivent, travaillent, entreprennent, cultivent la terre, accueillent des visiteurs et développent de nouvelles activités. » À l'heure où le dérèglement climatique accentue ses effets partout dans le pays, les parcs naturels régionaux représentent une échelle d'action possible et un modèle de croissance pour les territoires ruraux.

Fatima Souab

QUEL FINANCEMENT ?

Le parc est financé par les collectivités territoriales engagées dans le projet de territoire et par les appels à projets d'État et d'Europe. Chaque commune participe en fonction du nombre de sa population, à raison de 2,5 euros. Le PNR dispose de l'expérience et de la force d'un réseau. Plus d'information sur parcs-naturels-regionaux.fr.

Le saviez-vous ?

C'est le général de Gaulle qui signe le décret 67-158 du 1^{er} mars 1967 instituant les parcs naturels régionaux.



Retrouvez-nous sur le web

Consultez lebimsa.fr pour découvrir plus d'informations de vos régions et vous inscrire à notre newsletter.

lebimsa.fr

